

ELECTIONS EUROPEENNES du 25 mai

La plus grande partie de notre prochain numéro sera consacrée à ces élections mais nous souhaitons vous faire connaître dès maintenant les idées essentielles que nous aborderons.

Rappelons d'entrée que,

***Nous sommes le seul parti qui se présente sous le sigle Communistes**

*Nous présentons des listes de candidats dans les Régions de la France métropolitaine sous le titre : **NON à l'Europe capitaliste.**

*Nous disons NON à l'Europe capitaliste car nous combattons le capitalisme et ses ravages en Europe comme en France. On peut constater l'aggravation continue de la situation des peuples dans tous les pays européens.

*** Qui est aux commandes et pour faire quoi ?:**

113 multinationales européennes dont 31 françaises figurent dans la liste des 500 premières multinationales capitalistes mondiales. Cette Europe se construit contre les peuples et agit contre eux en permanence. Elle élimine toutes les entraves à l'expansion du capitalisme...

L'Union Européenne compte 28 pays et plus de 500 millions d'habitants. C'est la première puissance économique mondiale devant les Etats-Unis.

L'Europe militaire, partenaire stratégique de l'OTAN, intervient militairement partout dans le monde. En 10 ans elle a fait 27 « interventions » sur tous les continents. Elle assure 27,1% de l'exportation des armements. Le budget de défense des 5 pays les plus importants de l'Europe s'élève à lui seul à

près de 200 milliards.

L'accord de libre échange Etats-Unis-Union Européenne, Quel est l'enjeu ?

Les USA et l'Union Européenne totalisent 54% du PIB (Produit Intérieur Brut) mondial. Leur but est de renforcer l'emprise des groupes capitalistes multinationaux dans ces 2 zones économiques les plus puissantes du monde. L'objectif des USA qui vise à renforcer sa tutelle sur l'Europe est de doubler les exportations en 5 ans.

Les USA et l'Europe veulent étendre la dérèglementation dans tous les domaines, pour permettre aux multinationales capitalistes d'imposer leurs décisions en passant par-dessus les Etats qui abdiqueraient leur pouvoir.

Un accord très dangereux.

Il faut s'y opposer

L'objectif de la réforme Territoriale c'est avant tout d'accélérer l'intégration Européenne

Avec la disparition des départements, celle prévue des 36.000 communes déjà regroupées dans 2.500 intercommunalités, avec le regroupement **des régions** à 11 (au lieu de 22), pour commencer, avec la création de Métropoles autour de 11 grandes villes – Paris – Lyon – Marseille – Toulouse – Bordeaux – Lille...

Cette réforme c'est l'adaptation des structures de la France à l'Europe, pour renforcer le capitalisme européen.

Le journal financier « Les

Echos » écrit : « Les Régions montent en puissance sur le plan économique et social... parce que c'est à ce niveau que se joue la compétition internationale mais aussi parce que la commission Européenne a une politique régionaliste via la distribution de ses fonds ».

C'est un nouveau pas vers l'éclatement de la nation. La disparition des Etats nationaux est programmée. Ils sont un handicap à l'emprise de l'Europe capitaliste sur les peuples. En Espagne, en Italie, au Portugal... partout, la réforme territoriale s'accélère.

Cette réforme était déjà l'objectif affirmé au sommet européen de Lisbonne en 2002 par Chirac et Jospin main dans la main. C'était aussi l'objet du rapport de la « commission Balladur » remis à Sarkozy le 5 mars 2009. **Hollande poursuit le même objectif.**

NON à la disparition programmée de la nation française

***Sur ces questions et sur d'autres nous vous informerons plus complètement dans les prochains jours.**

Vous trouverez sur notre site :

***Nos candidats par région**

***Des informations – notre opinion, nos propositions sur l'Europe**

***des tracts à votre disposition**

***Le texte de la circulaire de nos candidats par région que vous pourrez reproduire et diffuser**

***Des indications pour utiliser les bulletins de vote de nos listes**

www.sitecommunistes.org

Le Front National au service du capitalisme

Le capital est en train de préparer une nouvelle alternance. **Outre l'UMP et le PS, il a à sa disposition le Front National.**

Marine Le Pen candidate à la Présidentielle déclarait : « je veux un Etat stratégique, en accord et en

lien avec les chefs d'entreprises. En 2011, elle déclarait : « Nous ne remettons pas en cause l'économie de marché ni les bienfaits de la concurrence ». On peut lire sur son site : « Les entreprises souffrent de la faiblesse de leurs marges et des profits nets ».